

MALI : INGÉRENCE
HUMANITAIRE
OU NOUVEAU
SAHELISTAN ?Saper le nationalisme des Touareg,
un vieux plan de de Gaulle (7^e partie)

En juin 2012, le président nigérien Mahamadou Issoufou a affirmé que des mercenaires «afghans et pakistanais» étaient présents dans des camps d'entraînement du septentrion malien : «On a des informations sur la présence d'Afghans et de Pakistanais dans le nord du Mali, (...) de djihadistes venus de pays non africains. Ils serviraient de formateurs. Ce sont eux qui entraînent ceux qui sont recrutés dans les différents pays d'Afrique de l'Ouest.»

Il a ajouté : «Tout cela est coordonné : cela va du Sahara jusqu'en Somalie (...) Je crois que toutes ces organisations coopèrent entre elles, que ce soit les Shebab en Somalie, Boko Haram au Nigeria, AQMI en Algérie et au Sahel en général, jusqu'en Afghanistan.»

Le président nigérien a terminé : «Notre préoccupation, c'est que le Sahel ne se transforme pas en un nouvel Afghanistan», précisant que «ces groupes armés du Nord continuent à s'approvisionner en armes dans le sud-ouest de la Libye». Contrairement à Sellal, il ne mâche pas ses mots, estimant que cette zone du Sud libyen «constitue une base d'appui pour les factions armées présentes sur le territoire malien». Tout est résumé. Toutes les armes que l'OTAN a déversées en Libye en 2011 n'étaient pas uniquement destinées à déboulonner Kadhafi, mais à d'autres «agendas». William Engdahl, un économiste américain spécialiste en géopolitique et d'énergie depuis plus de trois décennies, pense que «l'intervention au Mali est un autre avatar du rôle de la France dans la déstabilisation que nous avons vue, spécifiquement en Libye l'an dernier et le renversement du régime de Kadhafi. Dans un sens, cela représente le néo-colonialisme français en action». Il ajoute : «Mais, curieusement, je pense que derrière l'intervention française il y a la main très forte du Pentagone américain qui cherche la préparation de la partition du Mali.»

Engdahl va plus loin : «Je pense que l'AQMI est une organisation très suspecte et le calendrier de ses activités laisse supposer que certains pays de l'OTAN l'aideraient à obtenir des armes et créer le casus belli qui justifierait l'intervention de l'OTAN.» Pour lui, l'afghanisation du conflit est en cours, du fait même de l'intervention armée : «Le conflit est appelé à traverser les frontières vers les pays voisins et pourrait englober la totalité de l'Afrique de l'Ouest.» Mireille Fanon-Mendes-France, fille de Frantz Fanon et experte aux Nations unies, écrit : «Se pose, à l'heure actuelle, la question des alliances pour mener cette guerre dont les premières victimes seront les Maliens eux-mêmes, mais aussi les Mauritaniens, les Nigériens, les Burkinabais, les Algériens avec des conséquences évidentes pour les Guinéens, les Ivoiriens et les Sénégalais. Autant dire que toute l'Afrique sahélienne et de l'Ouest pourrait s'embraser et s'enfoncer dans une guerre sans fin à l'instar de celles menées en Irak et en Afghanistan.»

Beaucoup d'autres auteurs pensent que la crise malienne s'inscrit dans un «agenda», pour utiliser le terme employé par notre ministre des A.E., M. Medelci, et ceux qui parlent d'une volonté de transformer le Sahel en Sahelistan où pulluleraient des terroristes. D'abord, définissons ce qui est entendu par Sahelistan, un terme consacré par un président (le Tunisien M. Marzougui) et une situation à laquelle ont fait clairement allusion le président nigérien Mahamadou Issoufou et le chef du gouvernement algérien, M. Sellal. C'est d'abord un conflit où des forces internationales sont impliquées pour soi-disant lutter



Le général Charles de Gaulle.

contre le terrorisme. En vérité, il s'agit d'un conflit où des forces internationales sont impliquées pour les propres intérêts économiques, géostratégiques et militaires en développant le terrorisme et le nourrissant par des moyens directs (opérations secrètes, financement et soutien par le biais d'Etats-valets) ou indirects par leur seule présence du fait des «dommages collatéraux» qu'ils causent : des missiles tombés sur des écoles ou des marchés, des soldats «fous» qui brûlent le Coran, des drones qui ciblent des bus, développement exponentiel de la culture et du trafic de la drogue, développement de la corruption, pillage des ressources et autres Abou Ghraïb de ce genre. Ces phénomènes induisent parfois des réactions saines d'autodéfense des peuples mais qui sont récupérées par des agents travaillant pour l'ennemi et dont ces innombrables Al-Qardaoui font partie.

Une résolution
comme un
blanc-seing

Un conflit type Afghanistan ne sera pas ruineux pour le seul Mali. Il détruira toute une région, avec un prolongement de la guerre dans les pays frontaliers. La première guerre d'Afghanistan (1979-1996) a eu des répercussions économiques et sécuritaires graves sur le Pakistan, qui a voulu servir de base aux Afghans-Arabs pour détruire son voisin sous prétexte qu'un régime socialiste était en place à Kaboul. La deuxième guerre d'Afghanistan (depuis 2001) a mis le Pakistan à plat : la désolation et la misère sont pires qu'en Afghanistan, notamment la région frontalière avec le pays où les Américains ont prétendu vouloir éliminer Ben Laden, Al-Qaïda et les talibans. Sous ce fallacieux prétexte, les Etats-Unis ont mené des milliers d'opérations au Pakistan, et les seules attaques au drone Predator ont causé près de 687 morts dans ce pays entre 2008 et 2010, avec une attaque qui a tué treize villageois pakistanais d'un seul coup.

Les morts parmi les civils, les déplacés et tous les autres facteurs induits par la guerre et par la présence étrangère ont généré au Pakistan et en Afghanistan de la sympathie populaire pour les terroristes qui se sont trans-

formés en insurgés et dont la cause incite des recrues d'origines diverses. Apparemment, c'est ce que souhaite l'impérialisme américain qui ne perd rien, dans la mesure où il a réduit le seuil des morts durant les guerres à un niveau plus qu'acceptable. Treize années de guerre au Vietnam (1960-1973) ont causé la mort de 52 000 Américains alors qu'en douze années, la guerre d'Afghanistan n'en a causé que 2.000, du fait des progrès technologiques.

La France, ancienne puissance coloniale, aujourd'hui soucieuse des «droits de l'homme» au Mali et en Syrie, mais pas en Palestine, dit qu'elle ne participerait qu'en soutien logistique à une intervention entérinée par le Conseil de sécurité.

Nul doute que les Etats-Unis cachent aussi leur jeu mais ils voteront pour une résolution d'intervention, attendue comme un blanc-seing pour des enjeux à la fois complémentaires et concurrents de ceux de la France.

Des plans s'élaborent et se mettent sur le terrain mais leurs desseins n'apparaissent que lorsqu'ils sont sur le point d'avaler leur proie. Sur le terrain, les acteurs exogènes ont joué leur rôle. Les services des renseignements étrangers n'ont commis aucune erreur. Des élites maliennes et celles de certains pays africains ont trahi. Les traîtres arabes ont fourni armes et argent.

Les peuples ne tarderont pas à avaler la pilule d'une «ingérence humanitaire», la première à passer comme une lettre à la poste, sans grosses contestations populaires. L'opinion occidentale est conquise par la «bonté» de la France et, partant, de l'OTAN. Les partis en France sont unanimes pour une intervention. Quant aux acteurs du terrain, ils ont fait le sale boulot : tué, coupé des mains, détruit des mausolées pour donner une piètre image de l'Islam.

Le scénario étant fin prêt, le Rambo français pouvait entrer en scène. Juste quelques détails, une visite de Hollande à Alger, suivie de celle de Hamad bin-Khalifa Al-Thani également à Alger, pour que des avions français se mettent à siffler au-dessus du ciel, qui fut paisible, des Algériens. Si au moins le conflit ne concernait pas directement notre pays comme l'a dramatiquement montré l'attentat d'In Amenas... La visite de Hamad à Ghaza n'a-t-elle pas été suivie de la mort du chef militaire

Par Ali El Hadj Tahar
elhadjtaharali@gmail.com

du Hamas, Ahmad Jaabari, puis d'un déluge de feu israélien ? Sa mission de bonne volonté au Soudan n'a-t-elle pas été suivie par la partition du pays ?

Faction fantoche à la solde
du néocolonialisme

Comme par hasard, le terrorisme islamiste sahélien qui justifiera l'ingérence française se trouve sur les routes du pétrole, du gaz et de l'uranium. Et comme par hasard, l'intervention coïncide avec un basculement des équilibres géostratégiques, géopolitiques et géoéconomiques vers l'Est, un basculement que l'Alliance atlantique veut empêcher coûte que coûte. Au Mali comme en Syrie, il s'agit d'empêcher la Russie et la Chine de jouer dans la cour traditionnelle d'une France qui reste fidèle aux principes du colonialisme et d'une Amérique qui s'estime partout chez elle.

Comme par hasard, le Mali figure parmi les quatre pays les plus déshérités du monde, avant le Burkina Faso, le Niger et la Sierra Leone qui sont d'ailleurs voisins ou très proches l'un de l'autre.

Les revendications indépendantistes du MNLA sont de l'indécence dans une situation de désespoir du peuple malien qui souffre de faim, d'analphabétisme, de problèmes de santé, de manque d'eau et d'hygiène. Le Qatar, qui détient 4% de la dette malienne, aurait pu l'effacer et aider ce pays au lieu de lui ajouter une misère sécuritaire à une misère économique, et de causer l'une des crises humanitaires les plus graves du XXI^e siècle.

Le Qatar veut des wahhabites à Bamako, des puits de pétrole pour Total où il est actionnaire, plus d'uranium pour Areva où il l'est également, sans oublier une base américaine pour les Etats-Unis et une autre pour la France, tout en enfonçant l'Algérie et en obligeant les pays de la région à grossir leur facture d'armement pour enrichir tous les marchands de canons.

Comme par hasard, le MNLA revendique une terre qui ne lui appartient pas et qui correspond à la zone que la France coloniale voulait concrétiser par la loi n°57-27 du 10 janvier 1957 et qui porte création d'une «Organisation commune des régions sahariennes» (OCRS) afin de n'accorder que des indépendances incomplètes aux pays de l'Afrique occidentale française (AOF) et de l'Afrique équatoriale française (AEF), comme l'a prouvé le rêve gaullien d'amputer l'Algérie de son Sahara. C'est une même promesse qu'on fait miroiter aujourd'hui dans le cadre des politiques impérialistes et néocolonialistes.

Joli scénario pour les futurs James Bond franco-américano-qataris... D'ailleurs, même si le MNLA représentait vraiment les Touareg (une population de 250 000 habitants sur 14 millions de Maliens !), au nom de quelle logique oserait-il revendiquer plus que la moitié du territoire malien ? En vérité, les Touareg maliens n'ont aucune velléité indépendantiste, tout comme les Touareg d'Algérie et des autres pays ou comme les Kabyles, les Chaouis ou les Chleuhs marocains. Chacune de ces ethnies est intimement liée à son pays, et il n'y a aucune différence entre les hommes bleus maliens et nigériens des Touareg libyens, algériens ou burkinabés.

Les problèmes essentiels des Touareg sont liés au pastoralisme qui connaît des difficultés du fait de la sécheresse, même en Algérie. La manipulation étrangère d'une détresse humaine a aggravé le cas malien.

A. E.-T.
(A suivre)

Les services des renseignements étrangers n'ont commis aucune erreur. Des élites maliennes et celles de certains pays africains ont trahi. Les traîtres arabes ont fourni armes et argent. Les peuples ne tarderont pas à avaler la pilule d'une «ingérence humanitaire», la première à passer comme une lettre à la poste, sans grosses contestations populaires. L'opinion occidentale est conquise par la «bonté» de la France et, partant, de l'OTAN.